

LOI R-20	LOI R-20 suite au projet de loi 152	NOTES
<p>ARTICLE 3.3</p> <p>Le président est nommé par le gouvernement pour au plus cinq ans. Les autres membres du conseil le sont pour au plus trois ans.</p> <p>À la fin de leur mandat, ils demeurent en fonction jusqu'à ce qu'ils soient remplacés ou nommés de nouveau.</p> <p>Les mandats des membres du conseil sont renouvelables. Toutefois, les mandats des membres indépendants ne peuvent l'être que deux fois, consécutivement ou non.</p>	<p>ARTICLE 3.3</p> <p>Le président est nommé par le gouvernement pour au plus cinq ans. Les autres membres du conseil le sont pour au plus trois ans.</p> <p>À la fin de leur mandat, ils demeurent en fonction jusqu'à ce qu'ils soient remplacés ou nommés de nouveau.</p> <p>Les mandats des membres du conseil sont renouvelables. Toutefois, les mandats des membres autres que le président ne peuvent l'être plus d'une fois, consécutivement ou non.</p>	
<p>ARTICLE 3.8.1</p> <p>Aucun article</p>	<p>ARTICLE 3.8.1</p> <p>Une personne occupant une fonction de direction au sein d'une association visée à l'un des paragraphes a à c.2 du premier alinéa de l'article 1 ne peut cumuler les fonctions de membre du conseil d'administration de la Commission et celles de membre du conseil d'administration de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail.</p>	
<p>ARTICLE 7.1</p> <p>La Commission ou toute personne qu'elle autorise à cette fin peut:</p> <p>1° pénétrer à toute heure raisonnable dans un lieu où s'effectuent des travaux de construction ou dans un établissement d'un employeur;</p> <p>2° exiger tout renseignement relatif à l'application de la présente loi ou de ses règlements ainsi qu'à celle de la Loi sur le bâtiment (chapitre B-1.1) ou de ses règlements en ce qui concerne la qualification des entrepreneurs et des constructeurs-propriétaires, de même que la communication pour examen ou reproduction de tout document s'y rapportant.</p>	<p>ARTICLE 7.1</p> <p>La Commission ou toute personne qu'elle autorise à cette fin peut:</p> <p>1° pénétrer à toute heure raisonnable dans un lieu où s'effectuent des travaux de construction ou dans un établissement d'un employeur;</p> <p>2° exiger tout renseignement relatif à l'application de la présente loi ou de ses règlements ainsi qu'à celle de la Loi sur le bâtiment (chapitre B-1.1) ou de ses règlements en ce qui concerne la qualification des entrepreneurs et des constructeurs-propriétaires, de même que la communication pour examen ou reproduction de tout document s'y rapportant.</p>	

<p>Toute personne autorisée à exercer les pouvoirs prévus au premier alinéa doit, sur demande, s'identifier et exhiber le certificat délivré par la Commission, attestant sa qualité.</p>	<p>Toute personne autorisée à exercer les pouvoirs prévus au premier alinéa doit, sur demande, s'identifier et exhiber le certificat délivré par la Commission, attestant sa qualité.</p> <p>3° prendre et utiliser des photographies, des vidéos ou des enregistrements sonores sur un chantier de construction.</p>	
<p>ARTICLE 41.2</p> <p>Toute association sectorielle d'employeurs doit transmettre à la Commission une copie certifiée conforme de ses statuts et règlements ainsi que de toute modification qui leur est apportée.</p> <p>Ces statuts et règlements doivent au moins prévoir:</p> <p>1° le mode de convocation des assemblées où il sera question de relations du travail;</p> <p>2° que tous les employeurs membres de l'association d'employeurs qui, au cours de la période et dans les rapports visés au deuxième alinéa de l'article 44.1, ont déclaré des heures de travail comme ayant été effectuées dans le secteur concerné ont droit de participer à ces assemblées et aux scrutins tenus en vertu de la présente loi et qu'ils ont le droit de s'y exprimer librement sans encourir de sanction;</p> <p>3° le type de majorité requise lors de ces scrutins ainsi que, si l'association sectorielle le juge approprié, un mécanisme permettant de déterminer, en fonction du nombre d'heures de travail déclarées comme ayant été effectuées dans le secteur, la valeur relative du vote exprimé par chaque membre de l'association d'employeurs qui participe à un scrutin;</p> <p>4° que tout dirigeant chargé de la gestion financière de l'association sectorielle doit déposer à la Commission un cautionnement d'un montant déterminé par cette dernière;</p> <p>5° que tout membre de l'association d'employeurs qui a le droit de participer aux assemblées et aux scrutins tenus par l'association sectorielle a le droit d'obtenir gratuitement, à la fin de chaque année</p>	<p>ARTICLE 41.2</p> <p>Les statuts et règlements de toute association visée au paragraphe c ou c.2 du premier alinéa de l'article 1 doivent au moins prévoir :</p> <p>1° le mode de convocation des assemblées où il sera question de relations du travail;</p> <p>2° que tous les employeurs membres de l'association d'employeurs qui, au cours de la période et dans les rapports visés au deuxième alinéa de l'article 44.1, ont déclaré des heures de travail comme ayant été effectuées dans le secteur concerné ont droit de participer à ces assemblées et aux scrutins tenus en vertu de la présente loi et qu'ils ont le droit de s'y exprimer librement sans encourir de sanction;</p> <p>3° le type de majorité requise lors de ces scrutins ainsi que, si l'association sectorielle le juge approprié, un mécanisme permettant de déterminer, en fonction du nombre d'heures de travail déclarées comme ayant été effectuées dans le secteur, la valeur relative du vote exprimé par chaque membre de l'association d'employeurs qui participe à un scrutin;</p> <p>4° que tout dirigeant chargé de la gestion financière de l'association sectorielle doit déposer à la Commission un cautionnement d'un montant déterminé par cette dernière;</p> <p>5° que tout membre de l'association d'employeurs qui a le droit de participer aux assemblées et aux scrutins tenus par l'association sectorielle a le droit d'obtenir gratuitement, à la fin de chaque année financière, un état détaillé des revenus et dépenses de l'association sectorielle.</p>	

<p>financière, un état détaillé des revenus et dépenses de l'association sectorielle.</p>		
<p>ARTICLE 83</p> <p>Commet une infraction et est passible d'une amende de 448 \$ à 895 \$ dans le cas d'un individu et de 1 794 \$ à 5 601 \$ dans le cas de toute autre personne:</p> <p>1° tout employeur ou salarié qui refuse ou néglige de fournir à la Commission ou à toute personne autorisée par celle-ci les renseignements prévus au paragraphe a de l'article 82;</p> <p>2° tout employeur qui n'accorde pas sur demande à la Commission ou à toute personne autorisée par celle-ci, ou retarde à lui accorder l'accès au registre, au système d'enregistrement ou à la liste de paye prévu au paragraphe a de l'article 82;</p> <p>3° toute personne qui n'accorde pas à la Commission ou à toute personne autorisée par celle-ci, ou retarde à lui accorder l'accès à un lieu où s'effectuent des travaux de construction ou à un établissement d'un employeur.</p>	<p>ARTICLE 83</p> <p>Commet une infraction et est passible d'une amende de 448 \$ à 895 \$ dans le cas d'un individu et de 1 794 \$ à 5 601 \$ dans le cas de toute autre personne:</p> <p>1° tout employeur ou salarié qui refuse ou néglige de fournir à la Commission ou à toute personne autorisée par celle-ci les renseignements prévus au paragraphe a de l'article 82;</p> <p>2° tout employeur qui n'accorde pas sur demande à la Commission ou à toute personne autorisée par celle-ci, ou retarde à lui accorder l'accès au registre, au système d'enregistrement ou à la liste de paye prévu au paragraphe a de l'article 82;</p> <p>2.1° tout employeur qui ne conserve pas en tout ou en partie un document en conformité avec le délai prescrit en vertu du paragraphe a.1 de l'article 82;</p> <p>3° toute personne qui n'accorde pas à la Commission ou à toute personne autorisée par celle-ci, ou retarde à lui accorder l'accès à un lieu où s'effectuent des travaux de construction ou à un établissement d'un employeur.</p>	
<p>ARTICLE 86</p> <p>1. — Élection</p> <p>Le délégué de chantier doit être élu, au scrutin secret, à la majorité des membres du syndicat ou de l'union déjà à l'emploi de l'employeur et parmi ces membres.</p> <p>Aux fins du présent article, le chantier est constitué de l'ensemble des travaux effectués par un employeur pour un même projet.</p>	<p>ARTICLE 86</p> <p>1. — Élection</p> <p>Le délégué de chantier doit être élu, au scrutin secret, à la majorité des membres du syndicat ou de l'union déjà à l'emploi de l'employeur et parmi ces membres.</p> <p>Aux fins du présent article, le chantier est constitué de l'ensemble des travaux effectués par un employeur pour un même projet.</p>	

<p>Chaque augmentation subséquente de cinquante salariés membres du syndicat ou de l'union chez un même employeur donne aux salariés le droit d'élire un délégué supplémentaire.</p> <p>Aux fins de l'exercice des fonctions de la Commission, la personne élue doit remettre une déclaration à son syndicat ou à son union, en la forme que la Commission détermine, selon laquelle elle ne contrevient pas à l'article 26 en agissant comme délégué de chantier. Le syndicat ou l'union doit transmettre sans délai cette déclaration à la Commission, de la manière prévue par celle-ci.</p>	<p>Chaque augmentation subséquente de cinquante salariés membres du syndicat ou de l'union chez un même employeur donne aux salariés le droit d'élire un délégué supplémentaire.</p> <p>Aux fins de l'exercice des fonctions de la Commission, la personne élue doit remettre une déclaration à son syndicat ou à son union dans les 10 jours de son élection et en la forme que la Commission détermine, selon laquelle elle ne contrevient pas à l'article 26 en agissant comme délégué de chantier. Le syndicat ou l'union doit transmettre cette déclaration à la Commission dans les 10 jours de la réception et de la manière prévue par celle-ci.</p>	
<p>ARTICLE 86.1</p> <p>Aucun article</p>	<p>ARTICLE 86.1</p> <p>Toute association visée à l'un des paragraphes a à c ou c.2 du premier alinéa de l'article 1 doit maintenir à jour auprès de la Commission les renseignements suivants :</p> <p>1° son nom;</p> <p>2° l'adresse de son siège et, si ce dernier est à l'extérieur du Québec, l'adresse de son établissement au Québec;</p> <p>3° le nom et l'adresse de ses dirigeants ainsi que le nom et l'adresse de ses représentants autres que les délégués de chantier, le poste occupé par chacun d'eux et la mention que chacun d'entre eux respecte les conditions prévues à l'article 26;</p> <p>4° le nom et l'adresse de toute union, fédération, confédération, conseil de métiers ou fédération de tels conseils auquel elle est affiliée ou avec lequel elle a conclu un contrat de services;</p> <p>5° son statut juridique.</p> <p>L'association doit également fournir à la Commission une copie conforme de ses statuts et de ses règlements ou, dans le cas où elle est sans personnalité juridique, son contrat constitutif.</p>	

	<p>Les documents et renseignements exigés aux premier et deuxième alinéas sont transmis à la Commission de la manière prévue par celle-ci, avec une déclaration d'un dirigeant attestant de leur véracité. Toute modification qui leur est apportée doit être transmise à la Commission dans les 30 jours de cette modification. ».</p>	
<p>ARTICLE 95</p> <p>1. Tout syndicat professionnel représentant des salariés de la construction ou tout groupement de salariés de la construction non constitué en personne morale qui fait affaires au Québec doit déposer à la Commission une déclaration faite par écrit, et signée par le président lorsque son siège est au Québec ou lorsque la personne qui dirige l'association au Québec y a un établissement, ou par son dirigeant au Québec dans les autres cas.</p> <p>2. Cette déclaration doit contenir les mentions suivantes:</p> <p>a) le nom du syndicat ou du groupement;</p> <p>b) l'adresse de son siège et, si ce dernier est à l'extérieur du Québec, l'adresse de son établissement au Québec;</p> <p>c) le nom, l'adresse et la citoyenneté de chaque dirigeant et représentant résidant au Québec, le poste occupé par chacun d'eux au sein du syndicat ou groupement et la manière selon laquelle il a été élu ou nommé;</p> <p>d) le nom et l'adresse de toute union, fédération, confédération, conseil de métiers, conseil provincial de métiers ou fédération de tels conseils auquel il est affilié ou avec lequel il a conclu un contrat de services;</p> <p>e) le statut juridique de l'association.</p> <p>3. Cette déclaration doit être accompagnée d'une copie certifiée conforme des statuts et des règlements du syndicat ou groupement.</p> <p>4. La déclaration doit être faite dans les 60 jours qui suivent le commencement des activités.</p>	<p>ARTICLE 95</p> <p>(abrogé)</p>	

<p>5. Chaque fois qu'il y a quelque changement dans les sujets visés au paragraphe 2 du présent article, une déclaration doit en être faite de la même manière dans les 60 jours qui suivent ce changement.</p> <p>6. La Commission entre chaque déclaration dans un registre qu'elle tient à cet effet.</p>		
<p>ARTICLE 96</p> <p>2. Les statuts doivent répondre aux normes minimales suivantes:</p> <p>a) l'élection des personnes occupant une fonction de direction, la grève, l'acceptation ou le rejet d'un projet de convention collective et la fixation de la cotisation ne peuvent être décidés qu'au scrutin secret par la majorité des membres présents à une assemblée dûment convoquée;</p> <p>b) tout membre a le droit d'exprimer sa dissidence lors de toute assemblée syndicale ou de tout vote sans encourir aucune sanction;</p> <p>c) tout dirigeant chargé de la gestion financière du syndicat ou groupement doit déposer à la Commission, un cautionnement d'un montant déterminé par ce dernier;</p> <p>d) tout membre a droit d'obtenir gratuitement de son syndicat ou groupement, à la fin de chaque année financière, un état détaillé, en français, des revenus et dépenses de son syndicat ou groupement;</p> <p>e) le mode de convocation des assemblées doit y être prévu.</p>	<p>ARTICLE 96</p> <p>2. Les statuts d'un syndicat professionnel représentant des salariés de la construction, de même que tout contrat constitutif d'un groupement de salariés de la construction non constitué en personne morale, doivent répondre aux normes minimales suivantes:</p> <p>a) l'élection des personnes occupant une fonction de direction, la grève, l'acceptation ou le rejet d'un projet de convention collective et la fixation de la cotisation ne peuvent être décidés qu'au scrutin secret par la majorité des membres présents à une assemblée dûment convoquée;</p> <p>b) tout membre a le droit d'exprimer sa dissidence lors de toute assemblée syndicale ou de tout vote sans encourir aucune sanction;</p> <p>c) tout dirigeant chargé de la gestion financière du syndicat ou groupement doit déposer à la Commission, un cautionnement d'un montant déterminé par ce dernier;</p> <p>d) tout membre a droit d'obtenir gratuitement de son syndicat ou groupement, à la fin de chaque année financière, un état détaillé, en français, des revenus et dépenses de son syndicat ou groupement;</p> <p>e) le mode de convocation des assemblées doit y être prévu.</p>	
<p>ARTICLE 109.1</p> <p>Une poursuite pénale pour une infraction à une disposition du paragraphe 4 de l'article 122 se prescrit par un an depuis la date de la connaissance par le poursuivant de la perpétration de l'infraction.</p>	<p>ARTICLE 109.1</p> <p>Une poursuite pénale pour une infraction à une disposition de la présente loi se prescrit par trois ans depuis la date de la connaissance par le poursuivant de la perpétration de l'infraction. Toutefois, aucune</p>	

<p>Toutefois, aucune poursuite ne peut être intentée s’il s’est écoulé plus de cinq ans depuis la date de la perpétration de l’infraction.</p>	<p>poursuite ne peut être intentée s’il s’est écoulé plus de sept ans depuis la date de la perpétration de l’infraction.</p>	
<p>ARTICLE 113</p> <p>Quiconque ordonne, encourage ou appuie une grève, un ralentissement de travail ou un lock-out contrairement aux dispositions de la présente loi ou y participe est passible, s’il s’agit d’un employeur, d’une association, d’un membre du bureau ou d’un représentant d’une association, d’une amende de 7 960 \$ à 79 587 \$ pour chaque jour ou partie de jour pendant lequel cette grève, ce lock-out ou ce ralentissement existe et dans tous autres cas, d’une amende de 57 \$ à 199 \$ pour chaque jour ou partie de jour.</p>	<p>ARTICLE 113</p> <p>Quiconque ordonne, encourage ou appuie une grève, un ralentissement de travail ou un lock-out contrairement aux dispositions de la présente loi ou y participe est passible, s’il s’agit d’un employeur, d’une association, d’un membre du bureau ou d’un représentant d’une association, d’une amende de 7 960 \$ à 79 587 \$ pour chaque jour ou partie de jour pendant lequel cette grève, ce lock-out ou ce ralentissement existe et dans tous autres cas, d’une amende de 199 \$ à 965 \$ pour chaque jour ou partie de jour.</p>	
<p>ARTICLE 113.1</p> <p>Quiconque use d’intimidation ou de menace dans le but de provoquer une entrave, un ralentissement ou un arrêt des activités sur un chantier commet une infraction et est passible d’une amende de 1 120 \$ à 11 202 \$ pour chaque jour ou partie de jour que dure l’infraction.</p>	<p>ARTICLE 113.1</p> <p>Quiconque use d’intimidation ou de menace raisonnablement susceptible de provoquer une entrave, un ralentissement ou un arrêt des activités sur un chantier commet une infraction et est passible d’une amende de 1 120 \$ à 11 202 \$ pour chaque jour ou partie de jour que dure l’infraction.</p>	
<p>ARTICLE 113.2</p> <p>Commet une infraction et est passible d’une amende de 1 518 \$ à 15 146 \$ quiconque impose à un employeur l’embauche de salariés déterminés ou d’un nombre déterminé de salariés.</p> <p>En cas de récidive, les amendes sont portées au double.</p>	<p>ARTICLE 113.2</p> <p>Commet une infraction et est passible d’une amende de 1 518 \$ à 15 146 \$ quiconque use d’intimidation ou de menace raisonnablement susceptible de contraindre un employeur à prendre une décision à l’égard de la gestion de la main-d’œuvre dans l’industrie de la construction ou de l’empêcher de prendre une telle décision ou autrement lui impose une telle décision;</p> <p>En cas de récidive, les amendes sont portées au double. Constitue notamment une décision à l’égard de la gestion de la main-d’œuvre tout acte visé au deuxième alinéa de l’article 101.</p>	

<p>ARTICLE 113.3</p> <p>Aucun article</p>	<p>ARTICLE 113.3</p> <p>Commet une infraction et est passible d'une amende de 1 137 \$ à 11 370 \$ quiconque exige ou impose le paiement de salaires ou d'avantages non déclarés au rapport mensuel visé au paragraphe b du premier alinéa de l'article 82 ou de tout autre avantage non prévu par une convention collective, effectue ou reçoit un tel paiement, y participe ou incite une personne à en effectuer un.</p>	
<p>ARTICLE 113.4</p> <p>Aucun</p>	<p>ARTICLE 113.4</p> <p>Commet une infraction et est passible d'une amende de 1 137 \$ à 11 370\$ quiconque offre, exige ou impose à un salarié, en contrepartie de son embauche, des conditions de travail inférieures à celle prévues par une loi, un règlement ou une convention collective.</p>	
<p>ARTICLE 115.1</p> <p>Commet une infraction et est passible d'une amende de 448 \$ à 895 \$ dans le cas d'un individu et de 1 120 \$ à 2 241 \$ dans le cas d'une association, pour chaque jour ou partie de jour que dure l'infraction:</p> <p>1° toute personne qui fait une fausse déclaration en vertu du quatrième alinéa du paragraphe 1 de l'article 86;</p> <p>2° toute association qui donne à l'employeur l'avis visé au paragraphe 2 de l'article 86 sans avoir préalablement transmis à la Commission la déclaration visée au quatrième alinéa du paragraphe 1 de l'article 86;</p> <p>3° tout délégué de chantier qui contrevient au sous-paragraphe f du paragraphe 3 de l'article 86.</p>	<p>ARTICLE 115.1</p> <p>Commet une infraction et est passible d'une amende de 448 \$ à 895 \$ dans le cas d'un individu et de 1 120 \$ à 2 241 \$ dans le cas d'une association, pour chaque jour ou partie de jour que dure l'infraction:</p> <p>1° toute personne qui fait une fausse déclaration en vertu du quatrième alinéa du paragraphe 1 de l'article 86;</p> <p>2° toute association qui donne à l'employeur l'avis visé au paragraphe 2 de l'article 86 sans avoir préalablement transmis à la Commission la déclaration visée au quatrième alinéa du paragraphe 1 de l'article 86;</p> <p>3° tout délégué de chantier qui contrevient au sous-paragraphe f du paragraphe 3 de l'article 86;</p> <p>4° toute association qui contrevient à l'article 86.1</p>	
<p>ARTICLE 119.0.5</p> <p>Aucun article</p>	<p>ARTICLE 119.0.5</p> <p>Commet une infraction et est passible d'une amende de 2 000 \$ à 20 000 \$, dans le cas d'une personne physique, et de 10 000 \$ à 250 000 \$, dans les autres cas, quiconque :</p>	

	<p>1° fournit un renseignement qu’il sait faux ou trompeur à l’occasion d’une communication faite en vertu de l’article 123.5;</p> <p>2° contrevient à l’article 123.7.</p> <p>En cas de récidive, ces amendes sont portées au double.</p>	
<p>ARTICLE 119.11</p> <p>Toute personne physique déclarée coupable, en vertu d’un jugement définitif, d’une infraction visée à l’un ou l’autre des articles 113.2, 115, 119, 119.0.1 et 119.8 à 119.10 est inhabile à diriger ou à représenter, à quelque titre que ce soit, une association visée par l’un des paragraphes a à c.2 du premier alinéa de l’article 1 ou une association de salariés affiliée à une association représentative durant les cinq années qui suivent le prononcé de la sentence.</p>	<p>ARTICLE 119.11</p> <p>Toute personne physique déclarée coupable, en vertu d’un jugement définitif, d’une infraction visée à l’un ou l’autre des articles 113.1, 113.2, 115, 119, 119.0.1, 119.0.3, 119.0.5 et 119.8 à 119.10 est inhabile à diriger ou à représenter, à quelque titre que ce soit, une association visée par l’un des paragraphes a à c.2 du premier alinéa de l’article 1 ou une association de salariés affiliée à une association représentative ou à être membre du Conseil d’administration de la Commission ou d’un comité formé en application de la présente loi, durant les cinq années qui suivent le prononcé de la sentence.</p>	
<p>ARTICLE 122</p> <p>1. L’action civile résultant d’une convention collective ou de la présente loi se prescrit par 12 mois à compter de chaque échéance. [...]</p> <p>2. Tout employeur qui, sans raison valable, dont la preuve lui incombe, congédie, suspend ou met à pied un salarié:</p> <p>3. Tout salarié congédié, suspendu ou mis à pied en violation du paragraphe 2, ou dans le but de l’obliger à accepter une classification comportant un salaire moindre que celui qu’il reçoit, a droit de réclamer de celui qui l’employait, à titre de dommages-intérêts punitifs, l’équivalent de trois mois de salaire. La preuve que le salarié n’est pas dans les conditions prévues pour réclamer ce droit incombe à celui qui l’employait.</p> <p>4. Quiconque, sciemment, détruit, altère ou falsifie un registre, une liste de paye, le système d’enregistrement ou un document ayant trait à</p>	<p>ARTICLE 122</p> <p>1. L’action civile résultant d’une convention collective ou de la présente loi se prescrit par 12 mois à compter de chaque échéance. [...]</p> <p>2. Sauf dans le cas où l’article 123.7 s’applique, tout employeur qui, sans raison valable dont la preuve lui incombe, congédie, suspend ou met à pied un salarié ou menace de le faire:</p> <p>3. Tout salarié congédié, suspendu ou mis à pied en violation du paragraphe 2, ou de l’article 123.7, ou dans le but de l’obliger à accepter une classification comportant un salaire moindre que celui qu’il reçoit, a droit de réclamer de celui qui l’employait, à titre de dommages-intérêts punitifs, l’équivalent de trois mois de salaire. La preuve que le salarié n’est pas dans les conditions prévues pour réclamer ce droit incombe à celui qui l’employait.</p>	

<p>l'application de la présente loi, d'une convention collective ou d'un règlement, transmet sciemment quelque renseignement ou rapport faux ou inexact, ou attribue à l'emploi d'un salarié une fausse désignation pour payer un salaire inférieur, commet une infraction et est passible:</p> <p>a) dans le cas d'un individu, d'une amende de 895 \$ à 1 794 \$;</p> <p>b) dans le cas de toute autre personne ou d'une association, d'une amende de 1 794 \$ à 3 638 \$;</p>	<p>4. Quiconque, détruit, altère ou falsifie un registre, une liste de paye, le système d'enregistrement ou un document ayant trait à l'application de la présente loi, d'une convention collective ou d'un règlement, transmet quelque renseignement ou rapport faux ou inexact, ou attribue à l'emploi d'un salarié une fausse désignation pour payer un salaire inférieur, commet une infraction et est passible:</p> <p>a) dans le cas d'un individu, d'une amende de 895 \$ à 1 794 \$;</p> <p>b) dans le cas de toute autre personne ou d'une association, d'une amende de 1 794 \$ à 5 685 \$.</p>	
<p>ARTICLE 123.4.5</p> <p>Aucun article</p>	<p>ARTICLE 123.4.5</p> <p>Un organisme public visé à l'article 4 ou à l'article 7 de la Loi sur les contrats des organismes publics (chapitre C-65.1) ou un organisme municipal qui exécute ou fait exécuter des travaux de construction au sens de la présente loi doit rapporter à la Commission toute situation portée à sa connaissance de manifestations de violence, de menaces ou d'intimidation en lien avec l'exécution de ces travaux.</p> <p>Pour l'application du présent article, on entend par:</p> <p>1° « organisme municipal » : une municipalité, une communauté métropolitaine, une régie intermunicipale, une société de transport en commun, un village nordique, l'Administration régionale Kativik, une société d'économie mixte ou tout autre organisme que la loi assujettit aux dispositions des articles 573 à 573.3.4 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19), 934 à 938.4 du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1), 106 à 118.2 de la Loi sur la Communauté métropolitaine de Montréal (chapitre C-37.01), 99 à 111.2 de la Loi sur la Communauté métropolitaine de Québec (chapitre C-37.02) ou 92.1 à 108.2 de la Loi sur les sociétés de transport en commun (chapitre S-30.01);</p> <p>2° « société d'économie mixte » : celle constituée en vertu de la Loi sur les sociétés d'économie mixte dans le secteur municipal (chapitre S-25.01) ou tout organisme analogue à une société d'économie mixte</p>	

	<p>constitué en vertu des chapitres 56, 61 et 69 des lois de 1994, du chapitre 84 des lois de 1995 et du chapitre 47 des lois de 2004.</p>	
<p>ARTICLE 123.5</p> <p>Nul ne peut être l’objet d’une poursuite fondée sur un renseignement ou un document qu’il a fourni de bonne foi à la Commission en vertu du présent chapitre.</p>	<p>CHAPITRE XIII.2 IMMUNITÉ ET PROTECTION CONTRE LES REPRÉSAILLES</p> <p>ARTICLE 123.5 Toute personne peut communiquer à la Commission un renseignement concernant un acte ou une omission qu’elle croit constituer une violation ou une infraction au regard de la présente loi ou de ses règlements.</p> <p>Le premier alinéa s’applique malgré les dispositions sur la communication de renseignements prévues par la Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé (chapitre P-39.1) et par la Loi sur l’accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), sauf celles prévues à l’article 33 de cette dernière loi. Il s’applique également malgré toute autre restriction de communication prévue par une loi et toute obligation de confidentialité ou de loyauté pouvant lier une personne, notamment à l’égard de son employeur ou, le cas échéant, de son client.</p> <p>Toutefois, la levée du secret professionnel autorisée par le présent article ne s’applique pas au secret professionnel liant l’avocat ou le notaire à son client.</p> <p>ARTICLE 123.6 Toute personne qui, de bonne foi, communique à la Commission un renseignement visé à l’article 123.5, ou tout autre renseignement dont la communication est exigée ou autorisée en vertu de la présente loi ou de ses règlements, n’encourt aucune responsabilité civile de ce fait.</p> <p>ARTICLE 123.7 Il est interdit d’exercer des représailles contre une personne pour le motif qu’elle a de bonne foi communiqué un renseignement visé à l’article 123.6 ou collaboré à une enquête, à une vérification ou à un contrôle mené en raison d’une telle communication.</p>	

	<p>Il est également interdit de menacer une personne de représailles pour qu'elle s'abstienne de communiquer un renseignement à la Commission ou de collaborer à une enquête, à une vérification ou à un contrôle mené en raison d'une telle communication.</p> <p>Sont présumées être des représailles la rétrogradation, la suspension, le congédiement ou le déplacement ainsi que toute autre mesure portant atteinte à l'emploi ou aux conditions de travail de la personne ayant communiqué le renseignement.</p> <p>ARTICLE 123.8 La Commission prend les mesures nécessaires pour assurer la confidentialité des renseignements qui lui sont communiqués, y compris l'identité de la personne qui lui communique un renseignement.</p> <p>Malgré les articles 9, 83 et 89 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), nul n'a droit d'accès ou de rectification à l'égard d'un renseignement communiqué à la Commission.</p>	
LNT	LNT suite au projet de loi 152	NOTES
<p>ARTICLE 3.1</p> <p>Malgré l'article 3, les sections V.2 et VI.1 du chapitre IV, les articles 122.1 et 123.1 et la section II.1 du chapitre V s'appliquent à tout salarié et à tout employeur.</p> <p>Il en va de même des paragraphes 7^o et 10^o à 13^o du premier alinéa de l'article 122 et, lorsqu'ils sont relatifs à ces recours, des autres articles de la section II du chapitre V.</p>	<p>ARTICLE 3.1</p> <p>Malgré l'article 3, les sections V.2 et VI.1 du chapitre IV, les articles 122.1 et 123.1 et la section II.1 du chapitre V s'appliquent à tout salarié et à tout employeur.</p> <p>Il en va de même des paragraphes 7^o et 10^o à 15^o du premier alinéa de l'article 122 et, lorsqu'ils sont relatifs à ces recours, des autres articles de la section II du chapitre V.</p>	

<p>ARTICLE 122</p> <p>Il est interdit à un employeur ou à son agent de congédier, de suspendre ou de déplacer un salarié, d'exercer à son endroit des mesures discriminatoires ou des représailles ou de lui imposer toute autre sanction: (...) 13° pour le motif que le salarié a transmis au syndic d'un ordre professionnel une information selon laquelle un professionnel a commis une infraction visée à l'article 116 du Code des professions (chapitre C-26).</p> <p>Un employeur doit, de son propre chef, déplacer une salariée enceinte si les conditions de travail de cette dernière comportent des dangers physiques pour elle ou pour l'enfant à naître. La salariée peut refuser ce déplacement sur présentation d'un certificat médical attestant que ces conditions de travail ne présentent pas les dangers allégués</p>	<p>ARTICLE 122</p> <p>Il est interdit à un employeur ou à son agent de congédier, de suspendre ou de déplacer un salarié, d'exercer à son endroit des mesures discriminatoires ou des représailles ou de lui imposer toute autre sanction: (...) 13° pour le motif que le salarié a transmis au syndic d'un ordre professionnel une information selon laquelle un professionnel a commis une infraction visée à l'article 116 du Code des professions (chapitre C-26).</p> <p>15° pour le motif qu'il a de bonne foi communiqué à la Commission de la construction du Québec un renseignement visé à l'article 123.6 de la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction (chapitre R-20) ou collaboré à une enquête, à une vérification ou à un contrôle mené en raison d'une telle communication</p> <p>Un employeur doit, de son propre chef, déplacer une salariée enceinte si les conditions de travail de cette dernière comportent des dangers physiques pour elle ou pour l'enfant à naître. La salariée peut refuser ce déplacement sur présentation d'un certificat médical attestant que ces conditions de travail ne présentent pas les dangers allégués</p>	
<p>ARTICLE 140, PARAGRAPHE 6</p> <p>Commet une infraction et est passible d'une amende de 600 \$ à 1 200 \$ et, pour toute récidive, d'une amende de 1 200 \$ à 6 000 \$, quiconque:</p> <p>6° contrevient à toute autre disposition de la présente loi ou d'un règlement à l'exception des paragraphes 7°, 10°, 11° et 13° du premier alinéa de l'article 122.</p>	<p>ARTICLE 140, PARAGRAPHE 6</p> <p>Commet une infraction et est passible d'une amende de 600 \$ à 1 200 \$ et, pour toute récidive, d'une amende de 1 200 \$ à 6 000 \$, quiconque:</p> <p>6° contrevient à toute autre disposition de la présente loi ou d'un règlement à l'exception des paragraphes 7°, 10°, 11° et 13° à 15° du premier alinéa de l'article 122.</p>	
<p style="text-align: center;">LSST</p>	<p style="text-align: center;">LSST suite au projet de loi 152</p>	<p style="text-align: center;">NOTES</p>
<p>ARTICLE 144</p>	<p>ARTICLE 144</p>	

<p>Les membres du conseil d'administration, autres que le président du conseil d'administration et chef de la direction, sont nommés pour au plus deux ans. Les mandats sont renouvelables en suivant la procédure de nomination prévue par l'article 141.</p>	<p>Les membres du conseil d'administration, autres que le président du conseil d'administration et chef de la direction, sont nommés pour au plus trois ans. Leur mandat ne peut être renouvelé que trois fois, consécutivement ou non, en suivant la procédure de nomination prévue à l'article 141.</p>	
<p>ARTICLE 153.1</p> <p>Aucun article</p>	<p>ARTICLE 153.1</p> <p>Une personne occupant une fonction de direction au sein d'une association d'employeurs ou d'une association syndicale ne peut cumuler les fonctions de membre du conseil d'administration de la Commission et celles de membre du conseil d'administration de la Commission de la construction du Québec.</p>	